

**Pourquoi le Mécanisme de Financement Mondial (GFF)**

**Devrait prioriser la nutrition au Burkina Faso**

|  |
| --- |
| **Pourquoi le GFF fait de la nutrition sa priorité?** |

* Le GFF cherche à contribuer aux efforts [en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente **et de la nutrition** d’ici à 2030](https://www.globalfinancingfacility.org/fr) (SRMNEA).
* Le GFF a déclaré soutenir la nutrition [« en tant qu’élément décisif pour le développement sain des femmes et des enfants, ainsi que pour leur bien-être. Etant donné son fort potentiel d’impact, le GFF a fait de la nutrition une priorité d’investissement ».](https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-CreativeBrief_Nutrition_FR_Final_Web.pdf)
* [L’analyse menée par Action contre la Faim](https://www.actioncontrelafaim.org/publication/emerging-financing-mechanisms-where-is-the-value-for-nutrition/) en 2017 montre en effet que le GFF intègre déjà des activités nutritionnelles dans tous les projets en cours dans l’ensemble des pays receveurs, et que la majorité des projets tiennent compte de la nutrition dans leurs cadres de résultats (par ex. en incluant des objectifs et/ou indicateurs nutritionnels). **En général, les financements octroyés à la nutrition par le Fonds fiduciaire du GFF représentent un soutien financier considérable pour mettre en œuvre les programmes nutritionnels au niveau national.**

|  |
| --- |
| **Pourquoi le Burkina Faso doit prioriser la nutrition dans son dossier d’investissement** |

Le Burkina Faso a déjà largement démontré la priorité accordée à la question de la nutrition, notamment avec l’adoption en mai 2017 du [plan stratégique multisectoriel de nutrition (PSMN 2016-2020)](http://scalingupnutrition.org/fr/news/le-burkina-faso-valide-son-plan-strategique-multisectoriel-de-nutrition-2016-2020-avec-lengagement-de-lensemble-des-secteurs-cles-et-parties-prenantes/), lequel, en s’alignant sur le Plan national de développement économique et social (PNDES), a défini les actions clés à mettre en œuvre par les différents secteurs sensibles et spécifiques pour améliorer la nutrition au Burkina Faso pour la période de 2016-2020. Toutefois, le PSMN, quel que soit sa qualité, ne permettra pas d’améliorer la situation nutritionnelle du pays s’il n’est pas suivi de moyens financiers permettant de mettre en œuvre les activités définies.

* [Tous les dossiers d’investissement nationaux du GFF dans d’autres pays plaident aujourd’hui pour un financement accru à la nutrition](https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-CreativeBrief_Nutrition_FR_Final_Web.pdf). Les discussions en cours autour du dossier d’investissement sont l’occasion pour le Burkina Faso de rappeler son **engagement exemplaire en matière de lutte contre la malnutrition.**
* L’engagement concret du Burkina Faso à prioriser les interventions spécifiques nutritionnelles en matière de santé, en lien avec les différentes politiques existantes, démontrera aux bailleurs de fonds la volonté politique du gouvernement et pourra attirer des nouveaux financements des bailleurs de fonds pour la nutrition qui s’aligneront aux priorités définis dans le dossier d’investissement. **Cela permettra d’attirer les investisseurs pour couvrir une partie des dépenses liées au plan stratégique multisectoriel de nutrition.**
* En se basant sur le costing de son PSMN, **le Burkina Faso pourrait également profiter de cette occasion pour annoncer un engagement financier pour la nutrition** venant compléter les engagements des bailleurs. Par ailleurs, afin d’atteindre ses objectifs, le gouvernement pourrait également annoncer une amélioration du dispositif de coordination multisectoriel de la nutrition, avec un ancrage institutionnel du CNCN (conseil National de concertation en Nutrition) à la primature.
* Les efforts en matière de nutrition **viendront également renforcer les efforts du gouvernement en matière d’éducation, de santé et de lutte contre la pauvreté ; secteurs prioritaires pour les partenaires techniques et financiers.**

|  |
| --- |
| **La Société Civile : un allié pour prioriser la nutrition** |

### Pour atteindre ces objectifs en matière de SRMNEA et de nutrition, le GFF a rappelé la nécessité d’adopter une approche globale et holistique, en s’appuyant sur les points forts de tous les acteurs intéressés. La société Civile est un de ses acteurs.

### En approuvant la stratégie d’engagement de la société civile, le groupe des Investisseurs du GFF a notamment insisté [sur la nécessité de s’appuyer sur l’expertise et l’expérience des Organisations de la Société Civile tant aux niveaux local, régional, national et international.](https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-CreativeBrief_CSO_FR.pdf) Au Nigeria, au Cameroun, en Ouganda et ailleurs : les exemples ne manquent prouvant le soutien nécessaire de la Société Civile à l’élaboration des Dossiers d’Investissement.

Le Burkina Faso est déjà très avancé sur la question puisqu’il adopte déjà une approche **inclusive** en matière de nutrition (avec l’ensemble des acteurs), **multisectorielle** (avec l’ensemble des secteurs) et **cohérente** (le PSMN étant aligné sur le plan de développement économique et social du pays).

### Le réseau de la Société Civile pour la nutrition (RESONUT) créé en 2014 et reconnu officiellement en 2016 est très engagé en faveur de l’amélioration de l’état nutritionnel des populations au Burkina Faso. Reconnu comme tel par le gouvernement, il participe activement à la coordination entre acteurs sur la nutrition. De nombreux acteurs sont très bien formés en matière d’analyse budgétaire et de suivi des politiques publiques. La société civile a déjà mené plusieurs analyses en matière de nutrition[[1]](#footnote-1) qui viennent soutenir les efforts du gouvernement en matière de nutrition et pourront aider à la définition d’engagements spécifiques pour le Dossier d’Investissement.

|  |
| --- |
| Le RESONUT est donc un allié pour le gouvernement burkinabé en matière de lutte contre la malnutrition, tout en représentant également une caution en matière de redevabilité, d’inclusion et de transparence. Il a un rôle à jouer dans la plateforme nationale Multipartite responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la Stratégie de Financement de la Santé et du Dossier d’Investissement. Il peut aider à la définition des interventions prioritaires en matière de nutrition tout en faisant le lien avec les besoins des communautés les plus touchées au niveau local. L’assistance technique que fournira le RESONUT permettra de s’assurer que le Dossier d‘Investissement soit alignée avec le Plan Stratégique Multisectoriel pour la Nutrition et le Plan national de développement économique et social (PNDES). |

1. Un suivi des engagements du Burkina Faso pour la nutrition, Une analyse budgétaire des allocations et dépenses du Gouvernement pour les interventions spécifiques et sensibles à la nutrition, en 2014 et 2015, Un suivi des dépenses des Partenaires Techniques et financiers pour les interventions spécifiques et sensibles à la nutrition, en 2014 et 2015, Une analyse des types d’ancrage multisectoriel et des mécanismes de redevabilité [↑](#footnote-ref-1)